

L'ESPAGNE SOCIALISTE

Organe franco-espagnol illustré du Comité d'Action Socialiste pour l'Espagne (C. A. S. P. E.)

BI-MENSUEL

DIRECTEUR : Jean ZYROMSKI

REDACTION-ADMINISTRATION Simone KAHN 2, rue Eugène-Poubelle, Paris-16 ^e . AUT. 64-26. Téléphone : de 18 h. à 19 h. : ARC. 10-27.	ABONNEMENTS 6 mois 10 fr. Un an 20 fr. Abonnement de soutien 30 fr.		ABONNEMENTS ETRANGERS 6 mois 15 fr. Un an 30 fr.	
			Compte Chèques Postaux : Paris 1660-86.	

Parti Socialiste **RÉVEILLE-TOI!**

Numéro spécial

L'ESPAGNE SOCIALISTE n'avait pas l'intention de sortir un numéro en août, les difficultés de sa diffusion dans les groupes et réunions étant trop considérables. Mais devant l'attitude de nos délégués au gouvernement, qui n'hésitent pas à piétiner une résolution acceptée UNANIMEMENT par le Parti, devant un pareil mépris de la volonté si clairement manifestée par le Parti, nous avons décidé de sortir ce numéro spécial, entièrement consacré au plan Eden-Delbos, numéro que nos amis devront essayer de répandre le plus possible.

L'ESPAGNE SOCIALISTE.

Adresser les commandes chez Lagneau, 73, rue Maitemoiselle, Paris (15^e).

SOMMAIRE

EDITORIAL.

DISCIPLINE POUR TOUS, par Jean Zyromski.

HAUTE TRAHISON, par Edouard Serre.

COMMENTAIRE DU PLAN EDEN, par Jean Prader.

BILAN D'UNE ANNEE D'EQUIVOQUE, par Paul Perrin

IMPRESSIONS DE CONGRES

RESOLUTIONS DE L'I. O. S. ET DU CONGRES DE MARSEILLE.

PROJET DE MOTION DU C. A. S. P. E.

Etc., etc...



Le présent numéro spécial est un cri d'angoisse et de protestation que les événements nous obligent à jeter.

Le Congrès de Marseille, rompant délibérément avec les errements du passé, s'est souverainement prononcé.

Adoptant les mots d'ordre de l'Internationale, il a unanimement condamné la non-intervention, la médiation, la reconnaissance de Franco comme belligérant et réclamé le recours à la S. D. N. contre l'invasion italo-allemande en Espagne.

Et voici qu'alors que les circonstances sont plus tragiques que jamais pour nos camarades espagnols, alors que le monde entier sait que seules la liberté immédiate du commerce des armes avec l'Espagne républicaine et la mobilisation de la conscience internationale contre les agressions du fascisme peuvent sauver nos frères martyrisés, voici que le gouvernement de Front Populaire, où notre parti a voix quasi prépondérante, accepte le plan Eden qui est un défi à la volonté si clairement proclamée des militants socialistes.

Voici que Léon Blum déclare que les motions de Marseille ne doivent pas être prises au pied de la lettre et qu'en fait, le gouvernement en prend le contre-pied !

Pareille désinvolture à l'égard des décisions du Congrès est tout simplement inconcevable.

Quelles valeurs ont les dissertations sur la démocratie qui règne dans le parti, sur son auto-détermination, si ses volontés les plus catégoriques sont bafouées par ceux qui ont charge de les appliquer ?

Dans certaines organisations, qu'on ne se gêne pas pour critiquer dans nos rangs, les ordres viennent d'un sommet lointain. Mais cela se sait. C'est plus honnête et plus franc que de ne tenir aucun compte des délibérations qu'on feint de reconnaître comme la loi du parti.

Il n'est pas possible que malgré l'éloignement, les congés, une vague salutaire d'indignation ne secoue pas profondément le parti.

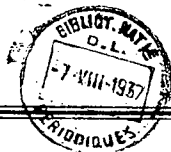
Camarades qui vous prélassiez au repos, le fascisme international ne prend pas de vacances, la mort et la dévastation ne chôment pas en Espagne, les sinistres pantins du Comité de non-intervention de Londres dont vous avez voulu la fin continuent leur besogne d'étranglement de la Révolution espagnole.

Vous n'avez pas voulu cela, camarades !

Alors, dites-le, proclamez-le, hurlez-le, qu'on vous entende une bonne fois.

On se paie votre tête avec une témérité sans égale dans l'histoire des palinodies politiques de l'après-guerre !

Socialistes de France, vous laisserez-vous ridiculiser ?



L'ESPAGNE SOCIALISTE.

OUI ou NON, le Congrès de Marseille s'est-il prononcé pour la liberté du commerce des armes en faveur de l'Espagne ?

Résolution de l'I.O.S.

« Les bureaux de l'I. O. S. et de la F. S. I. réunis à Paris le 24 juin,

En face de la situation extrêmement grave créée par la dénonciation du contrôle international par l'Allemagne et l'Italie révélant les intentions dangereuses du fascisme international qui attaque l'Europe,

Déclarent accepter sans réserves les propositions suivantes soumises par les représentants du Parti Socialiste Ouvrier espagnol et de l'Union Générale du Travail :

Que la solidarité morale vis-à-vis de la cause de l'Espagne républicaine témoignée maintes fois par les adhérents et les dirigeants des internationales, ainsi que les résolutions de Londres (19 mars 1937), et de Genève (17 juin 1937), constatant la faillite du contrôle obligent à agir comme suit :

1. Faire pression sans délai, et par tous les moyens, sur les gouvernements adhérents à la S. D. N. afin qu'en accord avec le pacte, ils aident l'Espagne à récupérer son indépendance politique et territoriale;

2. Imposer le retour à la liberté de commerce afin que le gouvernement espagnol — dont la légitimité est hors de doute — puisse acquérir les armes nécessaires à la défense de son territoire et de son droit ;

3. Étendre les obligations inéquivoques de solidarité envers la cause de l'Espagne républicaine à tous les militants et à toutes les organisations responsables, adhérents aux internationales.

Les deux internationales engagent toutes leurs sections affiliées à l'application la plus énergique de ces directions. »

Résolution de Marseille

Le Congrès du Parti socialiste, considérant que la politique de non-intervention n'a pas donné tous les résultats escomptés par ses initiateurs.

S'associant pleinement aux dernières décisions de l'I. O. S. et de la F. S. I. réclamant, pour l'Espagne républicaine, en lutte contre le fascisme, sa pleine liberté de ravitaillement en armes et en munitions.

Il demande aux ministres socialistes d'agir au sein du gouvernement pour que ne soient pas reconnus les droits de belligérance aux armées rebelles.

Admettant qu'il serait hautement désirable que par la reconnaissance du droit du peuple espagnol à disposer librement de lui-même, la consultation régulière lui permit de confirmer ses attaches à la République démocratique affirmée à nouveau le 16 février 1936, le Parti constate avec regret que les conditions d'une libre consultation du peuple espagnol ne sont pas actuellement réalisées.

Le Congrès demande à nos amis du gouvernement de saisir la S. D. N. du problème espagnol et d'employer leurs efforts pour obtenir le retrait immédiat des contingents étrangers qui combattent sur le sol de l'Espagne.

Il demande à nos amis du gouvernement de s'opposer à toute immobilisation de l'or de la Banque d'Espagne réclamée par les puissances fascistes. Il réclame instamment que la République française soit effectivement représentée auprès de la République espagnole par un ambassadeur auprès du gouvernement de Valence.

En terminant, le Parti socialiste S. F. I. O. exprime sa solidarité complète avec les héroïques combattants de la République espagnole qui, en sauvegardant les droits, les garanties et les libertés qui sont à la base de toutes les démocraties, combattent pour notre liberté à tous.

Il combat pour la classe ouvrière organisée pour continuer, d'accord avec la C. G. T., d'entraver le ravitaillement des rebelles.

Discipline pour tous !

par Jean ZYROMSKI

Le Congrès National de Marseille a voté à l'unanimité une résolution sur l'Espagne qui, dans son ensemble, nous a donné satisfaction.

Son grand mérite réside dans l'adhésion sans aucune réserve donnée aux décisions internationales, socialiste et syndicale, que nous avons commentées dans le dernier numéro de « L'Espagne Socialiste » et que nous reproduisons ci-contre.

Il ne faudrait pas croire que le résultat ait été obtenu très facilement, comme on pourrait le supposer, étant donnée l'unanimité qui s'est affirmée sur cette résolution.

Nous avons eu à lutter contre un courant « médiateur », tout imprégné de ce pacifisme abstrait, inconditionnel qui a créé tant de confusion dans notre Parti et qui est aux antipodes de l'internationalisme ouvrier.

Mais il y a plus, et ceci est particulièrement grave, jamais — jusqu'à ce moment, — notre camarade Blum ne s'était situé si loin de nous. Toute la partie de son discours, consacrée à l'Espagne, nous a profondément heurtés. Pour Blum, la non-intervention, avec toutes ses conséquences, a été et reste une « fiction » utile, nécessaire pour la paix du monde. La divergence est si profonde, si essentielle que toute notre action doit naturellement s'en ressentir.

De plus, Blum a bien parlé de la nécessité de préserver nos intérêts vitaux nationaux dans le déroulement du conflit espagnol — et pour mon compte personnel, je ne lui adresserai nul grief, au contraire — mais j'aurais voulu aussi qu'il trouve l'occasion — et c'était facile — de proclamer sa solidarité, sa reconnaissance pour le dévouement, les sacrifices, l'héroïsme sans égal et sans précédent de nos camarades espagnols. J'aurais voulu encore qu'il introduise, dans l'examen du problème, les préoccupations dominantes de la solidarité prolétarienne internationale qui s'impose toujours aux socialistes.

Il ne l'a pas fait. Ces omissions sont révélatrices et caractéristiques. J'avouerai qu'elles m'ont touché à vif, mais il ne convient pas de s'attarder à ces considérations de nature intime et personnelle surtout quand les événements qui se déroulent en Espagne nous commandent l'action énergique qui ne peut-être ni éternelle, ni affaiblie par le rappel des souvenirs de communauté, d'aspiration et d'espérances.

Oui, action énergique qui va nous imposer et nous imposera chaque jour davantage des devoirs qui nous opposeront peut-être rudement à des camarades. Il faudra agir et marcher quand même.

Le problème se pose avec une simplicité brutale. A peine votée, la résolution de Marseille sur la question espagnole était oubliée par ceux qui, en raison de leurs responsabilités spéciales au Gouvernement, devaient le plus en tenir compte.

En effet, en acceptant le plan Eden qui prépare la reconnaissance de la qualité de belligérant à Franco avec, en même temps, l'aggravation de la non-intervention unilatérale contre la République Espagnole, en acceptant le plan Eden si dangereusement équivoque en ce qui concerne le retrait des combattants étrangers, LA DELEGATION SOCIALISTE AU GOUVERNEMENT NE SE CONFORME NI AUX DECISIONS DU PARTI, NI A CELLES DE L'I. O. S.

Et cependant, non seulement notre Parti est collectivement engagé, mais encore chaque militant est tenu personnellement d'agir en accord avec ces décisions.

C'EST POURQUOI NOUS AVONS LE DROIT ET LE DEVOIR DE SAISIR LE PARTI DE CETTE SITUATION. Toujours la SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE a eu à cœur de se conformer aux directives de « l'instance suprême ».

LA DISCIPLINE NATIONALE ET INTERNATIONALE A ÉTÉ PRÉCISÉE SANS AUCUNE ÉQUIVOQUE POSSIBLE. NOUS AGIRONS SANS DÉFAILLANCE ET SANS FAIBLESSE POUR QU'ELLE SOIT RESPECTÉE.

Déclaration du C. A. S. P. E. sur le paragraphe de la motion de Marseille relatif à une nouvelle consultation du peuple espagnol

Au sujet de la consultation nouvelle du peuple espagnol admise par le Congrès de Marseille, le C. A. S. P. E. tient à préciser que les conditions évoquées pour qu'une telle consultation soit libre ne peuvent manifestement être réalisées, dans l'esprit du texte voté, que par la victoire complète et définitive des antifascistes. Le C. A. S. P. E. s'élèvera de toutes ses forces

contre toute tentative faite, avant cette victoire, pour IMPOSER une médiation exclusivement dirigée contre la révolution sociale réalisée par les travailleurs espagnols. Cette admirable révolution ayant été et restant le seul moyen de résister à la rébellion fasciste, le C. A. S. P. E. ne peut séparer sa défense de la lutte contre le blocus.

Petites et hautes trahisons !

par Ed. SERRE

Les lecteurs de l'Espagne socialiste m'excuseront si je laisse inachevée une série d'articles que j'avais intitulée « La guerre franco-espagnole ».

Je voudrais aujourd'hui démontrer qu'il n'y a pas seulement une guerre franco-espagnole, contre la volonté du peuple français, mais qu'il y a en fait une guerre menée par le capitalisme français au service du fascisme international contre le peuple français lui-même. J'ai intitulé cette série d'articles « Petites et Hautes trahisons ».

Des trahisons, il y en a à la pelle. Il y a les trahisons à leur patrie : ce sont les patriotes professionnels, les nationalistes français, au sens où Franco entend le mot nationaliste, qui font tout pour faciliter l'encerclement de la France par Hitler, qui font tout pour que Hitler et Mussolini s'établissent solidement sur la route Marseille-Alger, ainsi qu'au Maroc espagnol, à Ifni, aux Canaries, dans le Rio Del Oro, et en Guinée espagnole.

Mais il y a aussi une autre forme de trahisons dont nous prétendons nous occuper : ce sont toutes les petites trahisons quotidiennes envers leur conscience, de certains militants qui font bon marché des décisions du Congrès du Parti, qui font bon marché du sort du socialisme en Espagne, qui font bon marché des décisions de notre Internationale. Ce sont aussi ces trahisons envers la vérité commises par certains qui déforment les faits par omission, ou par allusion volontairement à double-sens, en vue de tromper les militants. Je dirai même que le premier genre de trahison est normal, car il est dans la nature même des choses que le capitalisme français trahisse le peuple français. Mais les trahisons qui me navrent le plus sont celles qui sont commises contre notre idéal, contre les décisions de nos organisations, contre notre parti, par ceux-là même qui devraient le défendre.

Examinons pour aujourd'hui la situation de fait actuelle, en ce qui concerne l'attitude de la France vis-à-vis de l'Espagne, d'une manière générale. Deux ordres de faits sont à retenir : tout d'abord le contrôle est supprimé, mais jamais le blocus de l'Espagne républicaine à la frontière française n'a été plus total et plus efficace qu'il ne l'est à l'heure actuelle. Récemment, l'avion régulier français fut en panne à Barcelone et eut besoin d'un moteur de rechange ; il fallut demander la permission au Comité de Londres pour obtenir que cet avion commercial français puisse recevoir son moteur et revenir en France (d'ailleurs chargé de son moteur accidenté pour vérification). C'est vraiment du plus haut comique quand on sait que pendant ce temps des avions allemands continuent à survoler la France pour se rendre en Espagne accomplir des missions de guerre et cela, croyez-le bien, sans demander la permission au Comité de Londres. Dans le même temps, le ravitaillement de Franco par la frontière française continue : il y a bien eu quelques enquêtes, mais l'organisation d'espionnage et de ravitaillement pour Franco continue sans grosses modifications ; les trains continuent à passer directs vers Irún cependant que du temps où Irún était encore républicain, il fallait transborder au passage de la frontière.

D'autre part, le blocus des côtes espagnoles, du côté républicain, pour n'être plus assuré par les navires de contrôle l'est toujours par de nombreux « Canarias » ou « Almirante Cervera », dont les équipages, au dire des matelots de navires arraisonnés, ont un accent plus allemand qu'italien qu'espagnol. En d'autres termes, la « non-intervention » continue dans toute sa splendeur, cependant qu'on nous amuse en nous promettant le grand mouvement diplomatique que tout le monde réclame et qui sera sans doute comme celui des Préfets : un petit mouvement circulaire à la suite duquel nous verrons les mêmes ambassadeurs répartis différemment dans les diverses capitales.

Dans le même temps, on sait pourtant que le Parti Communiste est unanime contre la « non-intervention ». Le Parti Socialiste s'est prononcé unanimement, à Marseille, contre la non-intervention. La Ligue des Droits de l'Homme, qui comprend quelques radicaux (même M. Chautemps), s'est prononcée quasi unanimement contre la non-intervention. De même la C. G. T. Mais M. Chautemps et M. Delbos se sciaient fort peu des desiderata des militants ; ils continuent la « non-intervention ». Et c'est notre journal, le Populaire, qui proteste avec énergie lorsque des militants communistes, socialistes ou radicaux ont le mauvais goût de ne pas faire à M. Delbos tout l'accueil chaleureux qu'il estime mériter, lorsqu'il va dans une réunion de Rassemblement Populaire.

(Lire la suite page 4.)

CE QUE 14 MINISTRES SOCIALISTES ont accepté au lendemain de Marseille

Commentaire du Plan Eden par Jean PRADER

Contrôle. Le contrôle naval est supprimé. Il n'y aura rien de perdu car ce contrôle confié aux agresseurs fut l'un des monuments les plus malfaisants de l'hypocrisie diplomatique. Mais il y aura beaucoup de gagné par Franco. En effet le nouveau système prévoit : a) le maintien du contrôle terrestre, avec probablement un « allègement » de celui qui fonctionnait sur les frontières du Portugal. Rappelons qu'il y avait là, sur 1.200 kilomètres de lignes serpenteant à travers des collines, autant de « contrôleurs » que sur les 500 kilomètres des Pyrénées où ne sont praticables qu'une dizaine de passages dans des cols bien connus. D'ailleurs l'expérience a montré que les contrôleurs étrangers sont impuissants, si les autorités du pays dans lequel ils opèrent ne les alertent pas et l'on connaît la vigilance non-interventionniste de M. Salazar !

L'installation de contrôleurs dans les ports espagnols. Cette disposition n'a aucun sens puisque les bateaux peuvent accoster dans des ports naturels ou se faire décharger en des points déserts des côtes par des navettes de varques. Elle ne prend de sens que si la navigation en direction des côtes peut être contrôlée en haute mer. Or, précisément, l'octroi du droit de belligérance à Franco permettra à celui-ci de contrôler les navires de son adversaire.

Retrait des volontaires : Notre gouvernement admet sans un mot d'observation l'assimilation des volontaires de la liberté avec les corps expéditionnaires fascistes.

Or Franco pourra en retrouver du fait que les Marocains, contrairement au droit international le plus patent, ne sont pas assimilés à des étrangers. Comme Franco trouve maintenant à Londres tout l'argent dont il a besoin, il pourra recruter tant qu'il voudra au Maroc. Le plan Eden n'impose pas un retrait total des « volontaires », mais se satisfait de la « preuve substantielle » que ce retrait est mis en route d'une manière effective ». Supposons même cette preuve produite, rien n'empêchera Franco d'arrêter la réexpédition des volontaires aussitôt après. Dernière observation : les moyens de contrôle international prévus pour assurer les opérations de retrait seront sévères et brutaux du côté gouvernemental, aimables et bienveillants du côté rebelle. En effet on aura à faire d'un côté à de pauvres hères, la plupart réfugiés de pays fascistes, venus isolément, sans protection aucune auprès des agents diplomatiques étrangers, et de l'autre à des citoyens bien défendus de grandes puissances respectables.

Droit de belligérance. C'est là le but de tout le plan, la grande idée qui en explique toute l'articulation. L'avantage de l'opération est double. D'abord le droit de belligérance octroie une suprématie absolue à Franco, qui seul dispose d'une flotte de guerre capable de surveiller la mer et d'arraisonner des bateaux. On sait que, par la défection des officiers, la flotte gouvernementale est immobilisée. Il faut se rappeler que le droit de belligérance autorise chaque camp à saisir n'importe quel bateau adverse, ce qui permettra enfin de mettre en œuvre contre ces méchants gouvernementaux qui ont résisté à tout l'argument suprême : la famine. L'autre aspect de la combinaison n'est pas moins intéressant pour Paris et Londres. La reconnaissance du droit de belligérance est manifestement la préface de la reconnaissance diplomatique du « gouvernement » Franco. Les bateaux rebelles, au regard de toutes les lois humaines, sont de vulgaires bateaux pirates. Leur reconnaître le droit d'effectuer des opérations très délicates en haute mer c'est les élever au rang de bateaux réguliers agissant au nom d'un pouvoir régulier. Et puis les opinions publiques seront préparées. Après la belligérance, l'échange d'ambassadeurs. Et alors enfin, sonnera l'heure de la grande réconciliation. L'argent de Paris et de Londres saura bien domestiquer Franco. Et le plan ourdi dès le premier jour à la Bourse et à la Cité sera prêt de réussir : laisser Hitler et Mussolini aider Franco pour écraser le principal ennemi : le prolétariat révolutionnaire d'Espagne, puis racheter Franco qui aura besoin d'argent et ne pourra en trouver qu'à Paris et à Londres.

L'abominable Plan EDEN-DELBOS

Le renforcement de la non-intervention

a) Reconstruction du système de surveillance :

1° Surveillance du transit par mer vers l'Espagne :

a) Maintien du système par lequel des observateurs sont placés à bord des vapeurs qui se rendent vers des ports espagnols ;

b) Suppression du système de patrouilles navales : ce dernier serait remplacé avec l'agrément des deux parties, par l'installation d'agents internationaux dans les ports espagnols avec les sauvegardes nécessaires. Ces agents s'acquitteraient de la tâche jusqu'ici confiée aux patrouilles navales, c'est-à-dire qu'ils s'assureraient que les clauses de l'accord portant sur la présence d'observateurs à bord des navires sont respectées.

2° Contrôle du transit vers l'Espagne par voie de terre : rétablissement immédiat du système de contrôle des frontières terrestres.

La reconnaissance de Franco comme belligérant

b) Mesures complémentaires pour répondre aux exigences de la situation et destinées à combler certaines lacunes dans le système de surveillance.

1° Afin d'assurer l'application plus stricte de la politique de non-intervention, tous les gouvernements parties à l'accord de non-intervention reconnaîtront les deux parties au conflit espagnol comme possédant un statut qui justifie pour eux l'exercice des droits de belligérants en mer, en conformité avec les règlements qui gouvernent l'exercice de ces droits, sous réserve des conditions spéciales suivantes :

a) Les listes de produits de contrebande adoptées par les belligérants seront identiques aux listes des marchandises interdites adoptées par le comité de non-intervention.

En d'autres termes, les puissances ne reconnaîtront que des listes de produits de contrebande limitées, ceci, toutefois, n'empêchera pas l'addition de certaines marchandises à la liste de celles qui sont tenues pour marchandises de contrebande par l'accord de non-intervention. De telles additions devront faire l'objet de négociations entre le comité dans son ensemble et les belligérants.

b) Comme corollaire au paragraphe a), les deux parties acceptent, dans l'exercice des droits de belligérants en mer, de permettre le libre passage des vapeurs ayant des observateurs à leur bord et battant pavillon du comité de non-intervention.

Cette clause ne s'appliquera pas toutefois dans les cas où le bâtiment aurait des activités non réellement neutres (telles que le transport de troupes ou la transmission d'informations), ou contribuerait à forcer un blocus qui aurait été annoncé dans les conditions requises et serait effectivement appliqué.

c) Puisque le transit international entre des pays autres que l'Espagne est tenu, à certains points, de passer près des côtes d'Espagne, aucune mesure ne sera prise par les deux parties pour empêcher ou retarder le transit neutre qui n'est pas à destination de l'Espagne.

d) Un gouvernement qui est partie à l'accord de non-intervention sera autorisé à protéger les bateaux qui battent son pavillon contre l'exercice des droits de belligérants dans les cas où les conditions prévues aux paragraphes a, b, c, n'auraient pas été remplies.

2° Afin d'empêcher le transport

d'armes à bord de bâtiments qui sont autorisés à recevoir des observateurs à leur bord, l'accord de non-intervention sera étendu de façon à interdire le transport en Espagne par des vapeurs autorisés à battre pavillon d'une des parties à l'accord, de quelque port qu'il vienne, de marchandises portées sur la liste interdite.

3. Le comité informera les puissances non-membres de son intention de reconnaître le statut de belligérant aux deux parties dans les conditions mentionnées plus haut, et demandera leur coopération dans le but de rendre plus effective la politique de non-intervention.

Tous les gouvernements qui sont prêts à adhérer à l'accord de non-intervention, et à reconnaître le statut de belligérant aux deux parties aux conditions plus haut spécifiées, seront invités à faire état en ce qui concerne les vapeurs battant leur pavillon de la faculté de prendre à leur bord des observateurs aux ports de contrôle spécifiés.

4° Le comité prendra, à nouveau, en considération la question de l'emploi par leurs propres moyens, par les deux parties d'avions étrangers entrant en Espagne, et étudiera, en particulier, la possibilité d'accepter des observateurs étrangers sur des aérodromes spécifiés en Espagne.

Le retrait des « volontaires »

c) Retrait des nationaux étrangers :

a) Le comité passera une résolution unanime en faveur du retrait d'Espagne de toutes les personnes dont l'évacuation est recommandée dans le rapport du sous-comité technique.

b) Une commission sera envoyée auprès des deux parties au conflit espagnol, afin de prendre des dispositions pour assurer le contrôle des personnes en question aussitôt que possible.

c) Tous les gouvernements s'engageront à collaborer à telles mesures pratiques qui seront jugées nécessaires pour assurer ces retraits.

Le gouvernement britannique propose que le programme précité soit exécuté dans l'ordre suivant :

Les modalités d'exécution

d) Exécution du programme :

a) Installation d'agents dans les ports espagnols et retrait des patrouilles navales aussitôt que possible.

b) Installation de commissions pour organiser et contrôler le retrait des nationaux étrangers et extension de l'accord de non-intervention, ainsi que le suggère le paragraphe 3 (partie b du projet), cette extension suivant d'aussi près que possible l'installation des commissions.

c) La reconnaissance des droits de belligérants deviendra effective quand le comité de non-intervention aura signifié qu'à son avis les dispositions prises pour le retrait des nationaux étrangers fonctionnent de façon satisfaisante et que ce retrait a réalisé matériellement des progrès substantiels.

e) Action immédiate à laquelle le gouvernement britannique sera autorisé par le comité de non-intervention.

Le gouvernement britannique sera autorisé par le comité à entrer immédiatement en pourparlers avec les deux parties au conflit espagnol sur les points suivants :

1° Installation d'agents dans les ports espagnols ;

2° Retrait des volontaires étrangers, y compris l'installation des commissions en Espagne ;

3. Conditions auxquelles les droits de belligérants seront reconnus.

LA RÉPONSE FRANÇAISE

Bilan d'une année d'équivoque et d'abdication

par Paul PERRIN

Nos camarades auront trouvé dans « le Populaire » du 3 août 1937 le texte complet de la réponse française. Aucun sous-titre, aucun commentaire. La direction de notre quotidien socialiste a fait sans doute confiance à la paresse légitime de nos camarades en période de vacances ; elle espérait qu'ils seraient peu nombreux à étudier ce texte indigeste et à déceler à quel point ils étaient bernés par cette acceptation de toutes les positions et propositions que le Congrès de Marseille avait unanimement condamnées.

La France renforce la non-intervention qu'elle restera seule à pratiquer et accepte la reconnaissance de Franco comme belligérant.

Le commentaire de Paul Perrin que nos lecteurs vont trouver ci-dessous, met en pleine lumière, l'abdication du Quai d'Orsay et situe ce triste événement dans le cadre de l'évolution historique de ces derniers mois. — N. D. L. R.

Après l'anniversaire de la révolte militaire, voici qu'arrive celui de l'instauration de la politique dite de « non-intervention », c'est-à-dire du blocus unilatéral de la République espagnole.

Pour le marquer, à quelques jours près, on publie le texte de la réponse adressée par le Gouvernement français au président du Comité de Londres.

Avouerais-je qu'en parcourant ce document je me suis senti pénétré d'une douloureuse humiliation.

Comment et par suite de quels accidents, notre génie national, tout de clarté, de droiture, de logique, a-t-il pu être si profondément affecté qu'il s'exprime aujourd'hui à travers tant de duplicité et de reniement ?

Est-ce bien la France démocratique qui parle lorsqu'on lit, par exemple, que « aucune considération d'intérêt politique ou idéologique » ne saurait la détourner d'une politique dont il est prouvé qu'elle n'a cessé de favoriser le fascisme ? Autrement dit lorsqu'elle se glorifie de ne pas choisir dans le conflit qui, à travers le monde entier, dresse l'une contre l'autre deux conceptions, aussi opposées que celle où l'organisation collective repose sur l'asservissement de l'individu, et celle qui tend à l'affranchissement chaque jour plus étendu de la personne humaine.

Que penser ensuite de la déclaration prudhommeuse où il est affirmé que « le Gouvernement de la République estime l'heure venue... de prendre ses responsabilités », quand, en fait de « responsabilités », on se trouve en présence d'un galimatias qui, sous prétexte de tenir la balance égale entre les deux parties, entre l'assassin et la victime, autorise les plus scandaleux abus.

Qu'on en juge :

« Le Gouvernement français admet que, lorsque auront été établis dans les ports espagnols, les observateurs internationaux ci-dessus visés, et aussitôt que le Comité aura pu constater que les arrangements prévus pour le retrait des ressortissants étrangers fonctionnent d'une façon satisfaisante, qu'un nombre substantiel de ces ressortissants a déjà été évacué d'Espagne et qu'ainsi les influences étrangères sont éliminées dans la plus large mesure du conflit espagnol, les deux parties soient autorisées à exercer sur mer certains des droits que la pratique internationale reconnaît à des belligérants... »

Peut-on sérieusement et sincèrement espérer associer la paix sur de semblables palinodies ?

Qu'est-ce qu'un « nombre substantiel » ?

(Suite page 4.)

Pour faire respecter la volonté du Parti

Jusqu'à présent nous avons lutté pour obtenir que le Parti Socialiste condamne la politique de non-intervention. C'est aujourd'hui chose faite. Mais notre tâche n'est, hélas, pas achevée. Il nous faut obtenir maintenant que les décisions prises en commun soient appliquées. Au travail camarades !

C'est avec un immense soulagement que le Parti avait accueilli le vote unanime de la résolution espagnole par le Congrès de Marseille. On avait l'impression que le socialisme français sortait enfin d'une longue et incompréhensible aberration qui l'avait conduit, avec la politique dite de « non-intervention », à deux doigts d'une liquidation totale et particulièrement grave — car des milliers des nôtres meurent là-bas pour le socialisme — des principes de la solidarité internationale des travailleurs. Enfin, justice allait être rendue à l'Espagne martyre !

Quelle ne fut pas la stupéfaction de militants d'apprendre, deux jours après le vote de Marseille, que le gouvernement français, où siègent quatorze ministres socialistes, avait approuvé en principe — aujourd'hui l'approbation est totale — le plan Eden conçu pour assurer la survie de la « non-intervention » sur des bases encore plus odieuses qu'auparavant ! Le plan Eden comporte, entre autres choses, le remplacement du contrôle naval, dont l'impartialité s'était illustrée à Almería, par un contrôle terrestre encore plus favorable aux rebelles; le retrait des « volontaires » par des moyens trompeurs qui ne joueront que contre les véritables volontaires de l'armée républicaine; enfin, après constatation de la mise en route (même pas de l'exécution !) de ce retrait, L'OCTROI DU DROIT DE BELLIGERANCE AUX REBELLES, instrument d'affaiblissement des républicains et préface à la reconnaissance diplomatique du « gouvernement » du chef de bande Franco.

Le seul fait que cette acceptation du plan Eden ait pu être donnée avec la collaboration de quatorze ministres te-

nus, par le vote de Marseille, d'appliquer une politique diamétralement opposée, est déjà d'une incalculable gravité. Mais la douleur des militants fut encore plus vive lorsqu'ils purent lire dans toute une série de journaux qui n'ont pas reçu de démentis depuis : l'« Epoque », l'« Œuvre », le « Petit Parisien », la « Dépêche de Toulouse », etc., que Léon Blum aurait déclaré au Conseil de cabinet qui avait décidé l'acceptation, qu'il ne fallait pas prendre la résolution de Marseille au pied de la lettre et; qu'au reste, elle ne signifiait pas que le Parti s'était prononcé contre la « non-intervention » !

Devant une situation aussi grave, tant pour le sort de nos frères d'Espagne que pour le prestige du Parti et la discipline de ses délégués au gouvernement, le C. A. S. P. E. en appelle aux militants bafoués pour qu'ils imposent la réunion d'un **CONSEIL NATIONAL EXTRAORDINAIRE chargé de faire respecter la volonté exprimée au sujet de l'Espagne par le Congrès National, instance suprême du Parti.**

A cet effet, nous prions instamment toutes les sections et surtout les commissions administratives ou exécutives de toutes les Fédérations du Parti, de voter d'urgence la motion ci-dessous.

Le présent numéro spécial de l'« Espagne Socialiste » donne aux militants tous les instruments dont ils peuvent avoir besoin pour prendre la décision que nous sollicitons d'eux. Nous prions nos camarades de nous faire connaître sans délai le résultat de leur action pour faire respecter les décisions prises en commun à Marseille.

UNE ANNÉE D'ÉQUIVOQUES ET D'ABDICATIONS

(Suite de la page 3)

Comment déterminera-t-on cette « plus large mesure » dans laquelle seront éliminées du conflit espagnol les influences étrangères ?

À la vérité, on assiste une fois de plus, à travers l'obscurité voulue d'un texte diplomatique, à une reddition totale à la thèse fasciste, c'est-à-dire à l'acheminement vers la reconnaissance de la situation de fait créée par la force brutale, et, par conséquent, la négation totale du droit international.

Pendant ce temps, la frontière franco-espagnole demeure fermée, et les matériels de guerre les plus divers continuent à affluer des pays totalitaires vers les troupes envoyées et entretenues « en nombre substantiel », par Rome et Berlin, de l'autre côté des Pyrénées.

Cependant, le flirt amoral que l'on voit s'épanouir entre le gouvernement conservateur anglais et le Duce semble ouvrir une phase nouvelle et pleine d'enseignements dont il est certain que notre clairvoyance ne tirera aucun profit.

Lorsque le « Times » écrit que l'échange de messages entre MM. Chamberlain et Mussolini exprime « le désir de voir surmonter les difficultés qui marquent actuellement les relations anglo-italiennes », on comprend qu'il s'agit de reprendre les négociations qui, en janvier, avaient abouti à l'accord méditerranéen, c'est-à-dire au partage des influences impérialistes des deux interlocuteurs, sur le dos de la malheureuse Éthiopie, de l'Espagne républicaine... et de la France.

Cela est si vrai que le rédacteur diplomatique du « Morning Post » écrit :

« Il serait malheureux de ne pas profiter

de l'occasion qui se présentera au moment de l'Assemblée de septembre pour régler définitivement la question abyssine. »

Le terrain d'accord sur lequel les conservateurs britanniques et les gouvernements fascistes entraînent progressivement notre ultra-réactionnaire quai d'Orsay, lequel se laisse faire une douce violence, n'est autre que celui de la restauration monarchique espagnole, permettant le rétablissement en Europe des valeurs stratégiques et capitalistes que l'on pouvait croire à jamais résolues.

À travers cet objectif apparaît dès lors, avec une clarté nouvelle, la filiation de tous les événements qui se sont succédés non seulement depuis le 17 juillet 1936, jour de l'insurrection militaire, mais depuis le 14 avril 1931, date de la proclamation de la République à Madrid.

Le 13 juillet 1936, après une série de sanglantes provocations fascistes, le leader monarchiste Calvo Sotelo était fusillé, et son exécution donnait le signal de la sédition.

Qui donc était Calvo Sotelo ? Quelle avait été son activité au cours des années précédentes ?

On le trouve, sans exception, dans toutes les tentatives d'étranglement de la jeune démocratie espagnole, notamment en août 1932, derrière Sanjurjo, ce général félon que la République eut la faiblesse de gracier, et le banquier Juan March, qui finança les élections de 1933 d'où sortit Gil Robles.

On le retrouve à Paris, établissant dès 1934 le plan de la rébellion militaire dans sa patrie, avec l'appui du fascisme international qui joue en même temps sa carte

Projet de motion du C.A.S.P.E.

La (Section, ou Fédération, ou C. E., ou C. A.) réunie en..., à..., le....

Profondément émue de l'acceptation par le gouvernement français du plan Eden aggravant l'inégalité de traitement dont souffrent les républicains espagnols ;

Rappelant que le Congrès National du Parti, réuni à Marseille, a fixé, par un vote unanime, à ses délégués au gouvernement, un mandat qui, conforme aux décisions de l'Internationale, est dirigé d'une façon absolue et indiscutable contre la non-intervention, pour le rétablissement du libre commerce des armes avec l'Espagne régulière et contre toute reconnaissance du droit de belligérance à Franco ;

Considérant que l'accord des ministres socialistes avec la décision du gouvernement est contraire à ce mandat ;

Vu la gravité de la situation ainsi créée tant pour le sort de nos frères espagnols que pour le prestige et la discipline du Parti, Réclame la convocation d'urgence d'un

CONSEIL NATIONAL EXTRAORDINAIRE

chargé de faire respecter la volonté du Parti.

Petites et hautes trahisons !

(Suite de la page 2.)

Nos camarades Socialistes participent toujours au gouvernement et manifestent la même étroite solidarité avec leurs collègues Radicaux. Nous voulons croire pour le moins qu'ils pratiquent la « non-intervention » dans les débats de Conseils de ministres et qu'ils n'approuvent pas de la voix et du geste les décisions prises, hostiles à l'Espagne républicaine et contraires aux décisions du Congrès de Marseille, mais qu'ils se contentent de les contresigner. Cette « non-intervention » — la est malheureusement aussi dangereuse pour la S. F. I. O. que la « non-intervention » de Londres pour l'Espagne républicaine.

Pendant ce temps, M. Daladier voyage, tranquille sur le moral de ses Armées, puisque la porte des casernes est toujours fermée à la presse de gauche. Pendant ce temps, on signe des accords à tour de bras avec l'Allemagne. Pendant ce temps, on commence à parler du blocus de la République chinoise et notre bonne presse réjouie chante les louanges de Franco, général victorieux, et continue à dénoncer les crimes des Rouges en Espagne républicaine. M. Delmas prêche la pause mais, hélas ! Franco ni le général Faupel, ni M. Gignoux, ni Mussolini, ni M. Bailly ne l'écoutent !

(A suivre.)

Ed. SERRE.

IMPRESSIONS DE CONGRÈS

La question d'Espagne était certes dans tous les esprits au Congrès de Marseille, mais elle a toutefois été peu extériorisée.

La motion du C.A.S.P.E. a été défendue en partant de points de vue très différents, mais se rejoignant quant à la politique actuelle à suivre, par Zyromski, par Jean Longuet et par moi-même.

Notre camarade Grumbach rassura ensuite tout le monde, en nous annonçant que tout était pour le mieux, puisqu'il venait d'apprendre que le contrôle était supprimé à la frontière des Pyrénées.

J'ai dû intervenir à nouveau, le lendemain, pour remettre les choses au point et, bien préciser que la suppression du contrôle ne changeait rien à la question de la non-intervention : la fermeture de la frontière des Pyrénées est, en effet, parfaitement et suffisamment assurée par les gardes mobiles français, de telle sorte que le départ des contrôleurs ne pouvait rien changer à la question et, en fait, n'y a rien changé.

Notre camarade Planche nous fit l'éloge de la médiation, sans grand succès d'ailleurs.

Notre camarade Blum sembla bien disposé également pour la médiation dans la partie de son discours qui eut trait à l'Espagne, et nous avoua y avoir songé depuis décembre dernier.

Il faut croire néanmoins que nos arguments avaient quelque peu convaincu nos camarades puisque, à la réunion de la « sous-commission des résolutions pour la question espagnole », composée de Lagorgette, L'Héveder, Jean Longuet, Louis Lévy et moi-même, j'eus la surprise de voir que L. Lévy réussissait à concilier tous les points de vue : nous maintenions intégralement le nôtre en ce qui concerne la politique à suivre dorénavant; nous renoncions à nos critiques sur le passé.

Dans ces conditions, bien convaincus que ceux qui nous avaient rejoints l'avaient fait sans aucune restriction mentale, nous eûmes la joie de constater que la commission des résolutions était suivie unanimement par le Congrès... et maintenant, nous attendons que le Parti, ses organismes permanents, ses délégués au Gouvernement et au Parlement se mettent tous à l'action pour faire appliquer les décisions du Congrès.

Je dois avouer que l'unanimité ne fut tout de même pas tout à fait totale, puisqu'il y eut une restriction de la part de Camille Planche, restriction qu'il crut devoir rendre plus publique encore, par un entrefilet dans le *Populaire*.

Je ne pense pas que cette opposition de l'unique Planche soit de nature tout de même à contrebalancer le vœu des centaines de milliers de militants du Parti Socialiste qui sont avec nous, et que ce soit cette unique opposition de l'unique Planche qui justifie l'absence d'action de nos camarades au Parlement et au Gouvernement dans le sens indiqué par le Congrès.

Ed. SERRE.



Travail exécuté par une équipe d'ouvriers syndiqués.

Imprimeries Parisiennes Réunies, 10, rue du Faubourg-Montmartre, Paris. E. Fuzat, imprimeur.